

Live2Africa

Un Projet Panafricain pour le Développement durable de l'élevage pour les moyens de subsistance

Introduction

La demande de l'élevage et de produits d'élevage en Afrique est actuellement supérieure à l'offre existante et devrait augmenter de façon significative au cours des trois prochaines décennies. D'ici 2050, avec une population accrue de 2,4 milliards de personnes, la demande alimentaire pour les produits du bétail devrait presque doubler en Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud, à environ 400 kcal par personne et par jour. Cette demande élevée et croissante est actuellement satisfaite par des importations estimées à 4 milliards de dollars par an, les investissements restant à un niveau historiquement bas et une multitude de défis continuent d'étouffer le potentiel de croissance du secteur.

Le projet Live2Africa répond à ce besoin et vise à soutenir la transformation du secteur de l'élevage en Afrique afin de contribuer davantage à un développement durable sur le plan environnemental, résilient au changement climatique, socioéconomique et à une croissance équitable. Il met l'accent sur le renforcement de la capacité systémique des acteurs du secteur de l'élevage continentaux, régionaux et nationaux dans les 55 États membres de l'Union africaine.

Le projet contribue à la réalisation des quatre objectifs de la Stratégie de développement de l'élevage pour l'Afrique (LiDeSA) et aborde globalement ses sept principaux domaines de résultats. Cette démarche est également conforme à plusieurs programmes, politiques, déclarations et mandats, notamment ; le programme stratégique de l'UA-IBAR 2018-2023, la déclaration de Malabo 2014 qui stipule que le secteur de l'élevage est un pilier prioritaire pour la réduction de la pauvreté, la déclaration du 4e sommet de l'UE-Afrique par les chefs d'État africains et européens, la stratégie conjointe Afrique-UE (JAES) et les domaines prioritaires "Intégration" et "Développement social et économique" de l'AUC "Agenda 2063". Il contribue au niveau 3 du cadre de résultats du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) 2015-2025 en "renforçant la capacité systémique à produire des résultats" dans le secteur de l'élevage.

Les principaux bénéficiaires sont les suivants : les acteurs de la chaîne de valeur, les groupes d'intérêt spéciaux ; le secteur privé et les femmes et les jeunes, les réseaux continentaux du secteur de l'élevage, les plateformes et les associations, les communautés économiques régionales, AU-IBAR, AU-PANVAC et AU-PATTEC. Les ressources sont tirées des fonds de base de la Commission européenne à hauteur de 18 850 000 EUR et de la contribution de 1 000 000 EUR de la CUA. Live2Africa soutiendra également les efforts visant à mobiliser des ressources supplémentaires d'autres partenaires de développement pour la mise en oeuvre de la LiDeSA.

Aperçu du secteur

L'Afrique est un continent riche en bétail, doté d'environ un tiers du cheptel mondial. En 2018, on estimait à 2 milliards le nombre d'oiseaux de volaille (1,9 milliard de poulets, 26 millions de pintades, 27 millions de dindes,

22 millions de canards et 11,5 millions de pigeons), 438 millions de chèvres, 384 millions de moutons, un peu moins de 356 millions de bovins, 40,5 millions de porcs, près de 31 millions de chameaux et 38 millions d'équidés (dont 30 millions d'ânes, 6,5 millions de chevaux et 885,000 mules) (FAOSTAT 2019). Alors que les bovins, les moutons, les chèvres, les ânes, les porcs et les chameaux sont les espèces prédominantes, le continent abrite également un certain nombre d'espèces domestiques émergentes et d'autres types d'animaux sauvages. On estime que le secteur de l'élevage représente entre 20 et plus de 80 % de la valeur ajoutée agricole dans la plupart des pays africains, certains enregistrant la plus forte croissance du secteur agricole, par rapport aux secteurs concurrents de l'alimentation et des cultures commerciales.

Dans les secteurs productifs, le secteur de l'élevage a la plus grande capacité de stimuler un effet multiplicateur : on estime que l'effet différentiel de chaque dollar supplémentaire dépensé, soit 2,9 $, est généré dans la production de bétail primaire et 5,9 $ dans la transformation. Le secteur a également des retombées importantes, ce qui stimule fortement la croissance dans d'autres secteurs agricoles, manufacturiers et de services et permet ainsi une répartition plus équitable des avantages. La consommation annuelle actuelle de viande et de lait, par habitant, d'environ 14 kg et 30 litres, respectivement, devrait passer à 26 kg et 64 litres, respectivement, d'ici à 2050. Le marché africain des protéines d'origine animale devrait tripler d'ici à 2050 pour atteindre plus de 151 milliards de dollars par an.

Principales contraintes sectorielles

Le continent est resté un importateur net de produits animaux et ceux-ci devraient croître, la balance commerciale nette de tous les produits d'élevage devenant de plus en plus négative à moins que des changements radicaux ne se produisent dans les pratiques de production actuelles. Au cours de la période 2030-2050, 16 à 20 % du bœuf, du porc, de la volaille et du lait consommés en Afrique seront importés d'autres régions, seule l'Afrique de l'Est étant censée être autosuffisante. Le commerce intra-africain de l'élevage n'est pas bien développé, les marchés régionaux restant disjoints, et il est donc difficile de tirer parti de l'accroissement du cheptel et des produits d'élevage.

Le projet vise à surmonter les contraintes suivantes, identifiées à la suite d'une évaluation réalisée dans cinq régions géographiques d'Afrique :

1. Investissements faibles et mal structurés dans le secteur de l'élevage
2. Faibles systèmes et services de prestation de services aux animaux
3. Niveaux de production et de productivité sous-optimaux et capacités de gestion des ressources
4. Grande vulnérabilité à une multiplicité de chocs et de stress, y compris les changements climatiques et la variabilité
5. Faible taux d'utilisation et adoption de technologies appropriées/améliorées
6. Accès insuffisant aux intrants, aux services et aux marchés
7. Nécessité d'améliorer la capacité opérationnelle et l'efficacité de l'UA-IBAR pour faire concorder l'expansion des initiatives sectorielles

Paysage politique et complémentarité

Le 4ème sommet UE-Afrique en 2014 a identifié le bétail comme une priorité importante (dans la "Feuille de route Afrique-UE 2014-2017"). Les chefs d'État et de gouvernement de l'UA ont défini l'agenda politique pour le secteur de l'élevage sur le continent en adoptant une "Stratégie de développement de l'élevage pour l'Afrique" (LiDeSA) lors du Sommet de janvier 2015. Son objectif est d'augmenter la production et la productivité du bétail pour répondre aux demandes prévues et stimuler le commerce du bétail et des produits animaux.

Le mandat de l'UA-IBAR est de soutenir et de coordonner le développement durable et l'utilisation des ressources animales pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire et contribuer au bien-être et à la prospérité des populations des États membres de l'UA (UA MS). Le projet Live2Africa apporte une contribution significative aux objectifs du programme de croissance et de transformation agricoles accélérées pour l'Afrique 2025 adopté par les chefs d'État et de gouvernement de l'UA à Malabo en 2014, aligné sur les aspirations de l'Union africaine telles qu'elles ont été adoptées dans le cadre d'Action 2063 et des Objectifs mondiaux de développement durable (ODD) des Nations unies.

Dans le cadre de ce projet, l'AU-IBAR a mis au point un outil permettant aux États membres d'intégrer le bétail dans le programme du PDDAA, conformément au cadre de résultats du PDDAA, assurant ainsi un investissement adéquat. L'outil a été diffusé sur tout le continent et utilisé par les acteurs nationaux du secteur de l'élevage, ce qui renforce l'argument en faveur d'une augmentation des investissements des gouvernements nationaux dans le secteur de l'élevage

Cela correspond à l'occasion offerte par la Déclaration de Malabo, où les gouvernements nationaux se sont engagés à fournir au moins 10 % de leurs budgets annuels pour soutenir le secteur agricole. Le projet s'appuie sur les fondements institutionnels posés par le programme VET-GOV mis en œuvre par l'AU-IBAR, l'OIE et la FAO, tant au niveau des cadres (politiques, législations) que des processus (plateformes politiques multipartites telles que les pôles politiques de l'élevage). Il fournit également un continuum pour la "Participation des nations africaines aux organisations de normalisation sanitaire et phytosanitaire (PAN-SPSOII)" financée par l'UE. À l'échelle nationale et régionale, le projet est intégré et inclus dans les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) et les plans régionaux d'investissement agricole (PIAR) élaborés dans le cadre du PDDAA. Cette action sera alignée sur le plan stratégique de l'UA-IBAR qui couvre la période 2018-2023.

Le projet vient également compléter d'autres initiatives sectorielles menées par des partenaires de développement, notamment le programme de soutien à la résilience de la Corne de l'Afrique (SHARE), l'Initiative de durabilité de la résilience aux catastrophes dues à la sécheresse (IDDRSI) dans la région de l'IGAD, l'Initiative de l'Alliance mondiale pour la résilience (AGIR) au Sahel, la communauté d'acteurs, comme l'Alliance mondiale dans la Corne de l'Afrique et un programme-cadre global multi donateurs pour la "Stratégie de développement de l'élevage pour l'Afrique" (LiDeSA-CFP).

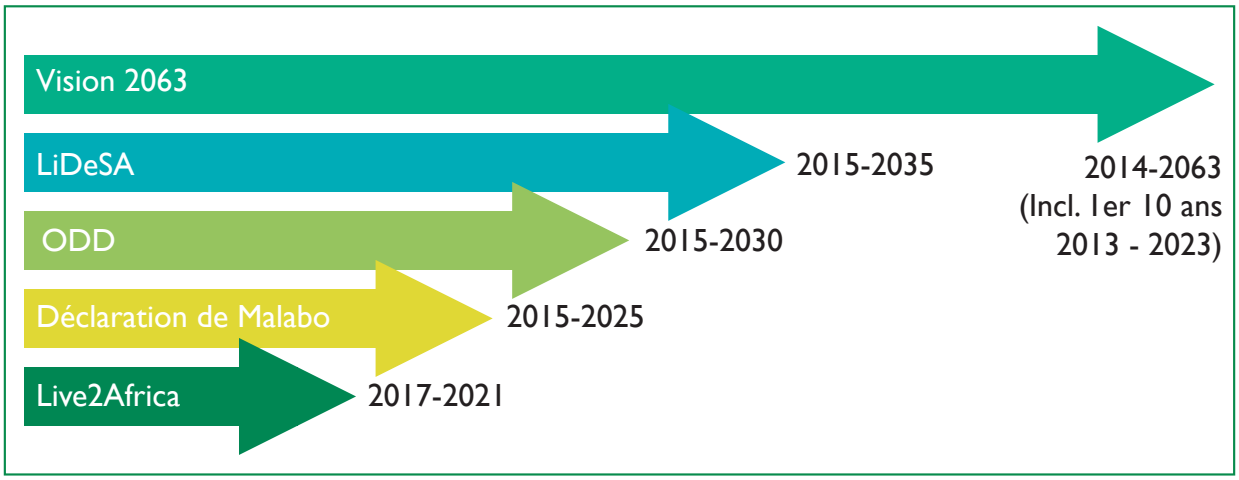


Figure 1 : *Le paysage politique et le contexte plus large de Live2Africa*

Stratégie et approche de Live2Africa

Le projet de 5 ans vise à renforcer les capacités systémiques en exploitant les domaines d'avantage comparatif de l'UA-IBAR, y compris le leadership technique dans le développement des ressources animales de l'Afrique et le pouvoir de mobilisation pour modifier les paysages politiques, politiques et pratiques de la mise en valeur des ressources animales.

En outre, la conception de Live2Africa bénéficie des leçons apprises des initiatives continentales passées et récentes de l'UA-IBAR, y compris l'éradication de la peste bovine, "Renforcer la gouvernance vétérinaire en Afrique : 2012-2017" (VET-GOV), le projet génétique animale, le projet de gouvernance des pêches (FISHGOV) et les projets de santé des abeilles et a établi des forums consultatifs dans le cadre de l'"Initiative de politique de l'élevage" mise en œuvre dans toute la région de l'IGAD par la FAO. Le programme EFP-GOUV a reproduit ces résultats en créant des pôles nationaux de politique de l'élevage.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, l'accent a été mis sur la portée des actions catalytiques visant à susciter l'élan en faveur de l'adoption et de la mise en œuvre générales de LiDeSA par la participation et la participation active d'acteurs clés du secteur et l'identification des lacunes, le renforcement des capacités et la création de boucles de rétroaction positives.

Le projet a adopté une approche à trois volets pour galvaniser la dynamique continentale pour la mise en œuvre de LiDeSA, exploiter les avantages comparatifs des chaînes de valeur régionales prioritaires et faciliter la participation des parties prenantes par la gestion stratégique des connaissances et des communications.



1. Continental : Une impulsion encourageante pour la mise en oeuvre de LiDeSA dans les 55 États membres

- Lignes directrices et outils pour la domestication du LiDeSA dans 55 États membres (EM)
- Améliorer le lien avec les plans nationaux d'investissement agricole et les rapports sur les tableaux de bord du PACA dans 55 EM
- Améliorer la cohérence des politiques en appuyant les agents et les réseaux de changement stratégique, y compris les réseaux de femmes et de jeunes

2. Régional : Preuve de concept de la capacité de transformation de l'investissement dans les chaînes de valeur prioritaires du bétail

- Mesures catalytiques prioritaires visant à améliorer l'efficacité des chaînes de valeur du bétail pour une croissance équitable et un développement inclusif
- Renforcement systématique des capacités des acteurs de la chaîne de valeur et des services d'appui

3. Faciliter la participation des parties prenantes

- Gestion stratégique des connaissances pour améliorer l'apprentissage et l'identification des meilleures pratiques
- Communication stratégique et production et analyse de données pour la prise de décisions fondées sur des données probantes et la promotion

Dans le cadre de ce projet, l'UA a mené des actions en cascade auprès des CER, des SM et a établi des partenariats avec le secteur privé et des acteurs non gouvernementaux. En outre, les acteurs continentaux, y compris les institutions de l'UA ; L'AU-PANVAC, l'AUPATTEC, l'IAPSC et l'ARSO sont les principaux bénéficiaires de l'amélioration de leurs capacités de coordination, de conseil et d'appui.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du projet, les partenariats existants ont été mis à profit et ont fait appel à des parties prenantes clés telles que : Producteurs d'animaux d'élevage, acteurs du secteur privé, société civile et organisations de parties prenantes : Gouvernements nationaux, communautés économiques régionales, autres institutions publiques régionales, niveau continental, organismes de la Commission de l'Union africaine et organisations internationales/ mondiales. Le projet porte sur des questions transversales telles que l'environnement, le changement climatique, les ressources zoogénétiques, le genre et la jeunesse, la nutrition, les droits des communautés autochtones et les partenariats public-privé (PPP)

Ensemble organisationnel et responsabilités

L'AU-IBAR, un bureau technique spécialisé de la Commission de l'Union africaine, supervise la gestion globale du projet sous la coordination de l'équipe de professionnels de son Unité de santé animale, avec des responsabilités alignées sur les résultats. Le suivi des réalisations est guidé par une approche de gestion axée sur les résultats

Objectifs, résultats et activités du projet

Objectif global : Appuyer la transformation du secteur de l'élevage en Afrique afin de contribuer davantage à un développement socioéconomique et à une croissance équitable écologiquement durables, résilients au changement climatique.
Objectif spécifique : La capacité systémique des acteurs du secteur de l'élevage à l'échelle continentale, régionale et nationale se renforce
Résultat 1 : Augmentation des investissements dans les chaînes de valeur du bétail
1.1. Présentation des nouveaux CVM prioritaires et prometteurs
1.2. Publicité des politiques, des cadres réglementaires et des stratégies visant à améliorer le rendement des CVM
1.3. Des incitations et des mécanismes de financement innovants pour accroître les investissements tout au long de la chaîne de valeur ont été développés
Résultat 2 : Amélioration des services de santé animale
2.1. Renforcement des compétences des Services vétérinaires (SSP)
2.2. Renforcement des capacités de coordination et de mise en oeuvre de services de santé animale intégrés et de qualité
Résultat 3 : Amélioration de la production animale, de la productivité et de la gestion des écosystèmes
3.1. Amélioration du potentiel génétique et du rendement des animaux et appui aux stratégies de reproduction
3.2. Adoption des meilleures pratiques durables en matière de gestion des ressources naturelles
3.3. Amélioration de l'accès à une alimentation et à une eau de qualité
Résultat 4 : Renforcement de la résilience des systèmes de production animale
4.1. Renforcement des systèmes d'alerte précoce pour le bétail
4.2. Amélioration de la gestion des risques de catastrophe
Résultat 5 : Augmentation de l'adoption de la technologie dans les sociétés-écrans
Résultat 6 : Accès accru aux intrants, aux services, aux marchés et à la valeur ajoutée
6.1. Systèmes harmonisés d'information sur la commercialisation du bétail (production de connaissances, organisation, utilisation des connaissances et gestion de l'apprentissage, communication et visibilité)
6.2. Réduction des pertes après récolte
6.3. Élargissement de l'accès à des intrants et services de qualité et abordables
Résultat 7 : Renforcement des capacités de l'UA-IBAR
7.1. Promouvoir une meilleure conformité aux processus internes liés aux règles de vérification interne, d'approvisionnement et de certification
7.2. Renforcer les capacités de l'UA-IBAR en matière de TIC

Pour plus d'informations :
Union Africaine Bureau Interafricain des Ressources Animales (UA-BIRA)
Kenindia Business ParkMuseum Hill, Westlands Road
P.O. Box 3078600100 Nairobi, Kenya.
Tel: +254 (20) 3674 000
Fax: +254 (20) 3674 341 / 3674 342
Email: *ibar.office@au-ibar.org*
Website: *www.au-ibar.org*